



COMMUNIQUÉ
Pour diffusion immédiate

**Les professionnels de Montréal s'opposent toujours
à la privatisation du service d'eau**

Montréal, le 12 mai 1999 - Le Syndicat des professionnelles et professionnels municipaux profite de cette audience du BAPE pour réitérer son opposition à toute forme de privatisation de la gestion et de la propriété du réseau d'aqueduc et des égouts de Montréal.

Rappelons qu'en 1995, l'administration Bourque a commandé une série d'études visant la privatisation de plusieurs services municipaux. Pour plusieurs raisons, le SPPMM s'est vivement opposé à ces projets, particulièrement celui de la privatisation du service d'eau.

L'élément central de notre campagne avait été l'embouteillage de l'eau de Montréal sous étiquette *Bourqu'ogne à ligoter*. Plus de 300 bouteilles ont été distribuées aux médias et aux groupes populaires pour sensibiliser la population à l'expertise de la Ville, ainsi qu'à la qualité et au faible coût de l'eau de Montréal.

Les raisons pour lesquelles nous nous sommes opposés à la privation de l'eau sont toujours valables. Tout comme en 1995, l'administration Bourque n'a aucun mandat à cet égard, et surtout, rien n'indique que l'entreprise privée ferait mieux.

Encore aujourd'hui, l'eau de Montréal est d'excellente qualité et c'est l'une des moins chères au monde. En 1996, son coût était de 0,21 \$ le 1000 litres par rapport à 0,43 \$ au Canada, 0,50 \$ aux États-Unis, 0,79 \$ en Angleterre, 1,02 \$ en France, 1,11 \$ en Italie et 1,58 \$ en Allemagne.

Par ailleurs, la qualité de l'eau à Montréal repose principalement sur le savoir-faire acquis par les employés de la Ville depuis la municipalisation de l'eau en 1845, et sur le contrôle quotidien rigoureux qu'ils assurent au laboratoire. Nous sommes convaincus que le transfert de cette expertise ne pourrait se faire qu'au prix d'une facture élevée.

Actuellement, le service d'eau est la propriété des citoyennes et citoyens de Montréal qui l'ont entièrement payé de leurs taxes. Les projets de privatisation sont tous morts au feuillet, mais ils pourraient être ranimés. Les élus sont toujours prêts à opter pour des solutions à courte vue, et les gens d'affaires sont toujours à l'affût des bonnes occasions. Mais aujourd'hui comme hier, il serait inacceptable qu'une poignée d'individus veuille tirer (des) profit d'une ressource vitale qui pourvoit aux besoins fondamentaux des citoyens de Montréal.

-30-

Source : SPPMM

Information : Laurent Lavigne 845-9646



Syndicat des professionnelles
et professionnels municipaux
de Montréal

COMMUNIQUÉ
Pour diffusion immédiate
Telbec code 01

Privatisation de la gestion de l'eau

LES PROFESSIONNELS DE MONTRÉAL DISTRIBUENT LEUR *BOURQU'OGNE À LIGOTER*

Montréal, le 13 novembre 1996 - Pour marquer son désaccord devant les rumeurs persistantes de privatisation de la gestion du service d'eau de Montréal, le Syndicat des professionnelles et professionnels municipaux de Montréal a embouteillé l'eau de Montréal en l'étiquetant *Bourqu'ogne à ligoter*. Ce matin, 300 bouteilles de cette eau « meilleure avant la privatisation » ont été distribuées afin de sensibiliser la population à l'expertise de la Ville ainsi qu'à la qualité et au faible coût de l'eau de Montréal.

« Depuis la municipalisation du service d'eau en 1845, Montréal a acquis une expertise de haut niveau, affirme Michel Vézina, président du syndicat. Il est faux de prétendre que le secteur privé serait plus efficace, car aucune entreprise n'a les connaissances et le savoir-faire de la Ville en ce domaine. La Ville dispose de tout un bassin d'ingénieurs, de techniciens, de professionnels et d'administrateurs qui ont une connaissance complète des activités liées au pompage, au traitement et à la distribution de l'eau ainsi qu'à l'entretien du réseau d'aqueduc. Ces activités sont parfaitement intégrées ce qui assure la qualité de l'eau et du service. »

En plus d'être d'excellente qualité, l'eau de Montréal est l'une des moins chères des pays occidentaux. En 1993, son coût était de 0,20 \$ le mille litres alors qu'en 1989, il était de 0,36 \$ au Canada, 0,42 \$ aux États-Unis, 0,66 \$ en Angleterre, 0,86 \$ en France, 0,93 \$ en Italie et 1,33 \$ en Allemagne.

Rappelons que depuis la privatisation de l'eau à Paris en 1984, son prix a connu une augmentation de 154 % par rapport à une inflation globale de 39 % pendant la même période. Et qu'en Angleterre, l'eau a augmenté à 67 % depuis sa privatisation en 1989. Voilà pourquoi Michel Vézina estime qu'il n'y aura aucun bénéfice à la privatisation de l'eau pour les Montréalais. « Dans les pays où l'eau a été privatisée, l'eau est tellement chère que les familles à faible revenu se privent d'en utiliser pour les besoins essentiels de la vie quotidienne. À Montréal, ce sera pareil, les citoyens paieront la note d'une marge de profit qui n'existe pas actuellement. »

Selon M. Vézina, les entreprises qui convoitent la gestion de l'eau espèrent connaître un nouvel essor en s'appropriant l'expertise acquise par la Ville au prix d'années d'efforts et de recherche. « C'est d'ailleurs pour cela que Gaz Métro ne rechigne pas devant l'obligation d'embaucher l'ensemble des employés municipaux affectés au service d'eau. Elle sait que sans leurs connaissances elle serait incapable de gérer le vaste et complexe réseau d'aqueduc. »

« Quant à SNC-Lavalin et Tecsalt, ces entreprises de génie-conseil ont fait leurs choux gras durant la construction des grands barrages québécois, et maintenant que cette manne est épuisée, elles jettent leur dévolu sur le service d'eau. Mais ce n'est pas aux Montréalais de faire les frais du secteur privé en mal de développement. »

Le service d'eau est actuellement la propriété des seuls citoyennes et citoyens de Montréal qui l'ont entièrement payé de leurs taxes. « L'eau est une ressource vitale qui pourvoit aux besoins les plus fondamentaux de l'être humain, et il est scandaleux qu'une poignée d'individus veuille en tirer des profits et en accaparer le bénéfice, » a conclu M. Vézina.

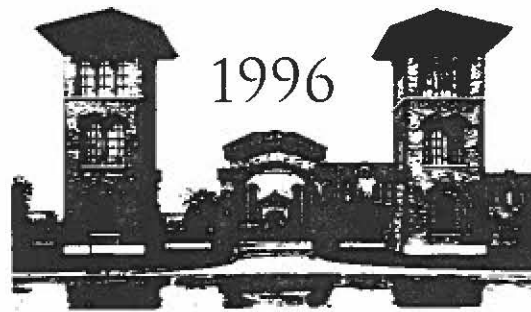
- 30 -

Source : SPPMM
Pour information : Carole Paquin
527-2411



Bourqu'ogne à ligoter

APPELLATION DE PLUS EN PLUS INCONTRÔLABLE



CRU CLASSÉ MUNICIPAL DEPUIS 1845

Eau limpide de gestion opaque

MEILLEURE AVANT LA PRIVATISATION

Mise en bouteille au château d'eau de Montréal
FABRICATION SYNDICALE

Bourqu'ogne à ligoter

Une population d'environ 1,5 million d'habitants répartie dans une quinzaine de municipalités de la Communauté urbaine de Montréal est aujourd'hui alimentée en eau potable par le service d'eau de la Ville de Montréal.

Des analyses bactériologiques et chimiques témoignent quotidiennement de la haute qualité de l'eau de Montréal. Ces hauts standards reposent principalement sur l'expertise et le savoir-faire développés par le service d'eau de la Ville depuis sa municipalisation en 1845.

L'eau de Montréal est actuellement l'une des moins chères des pays occidentaux. En 1993, son coût était de 0,20 \$ le mille litres alors qu'en 1989, il était de 0,36 \$ au Canada, 0,42 \$ aux États-Unis, 0,66 \$ en Angleterre, 0,86 \$ en France, 0,93 \$ en Italie et 1,33 \$ en Allemagne.

Les citoyennes et citoyens de Montréal sont actuellement les seuls propriétaires de l'eau potable sur leur territoire.

La «cuvée» du maire Bourque pourrait coûter cher

14 novembre 1995

Le syndicat des professionnels dénonce le projet de privatisation de l'aqueduc

KATHLEEN LÉVESQUE
LE DEVOIR

Le Syndicat des professionnels de la Ville de Montréal a marqué hier son désaccord face au projet de l'administration du maire Pierre Bourque de privatiser la gestion du réseau d'aqueduc.

Le syndicat a embouteillé l'eau montréalaise sous étiquette «Bourqu'ogne à ligoter» et en a fait la distribution dans les médias.

Le président du syndicat, Michel Vézina, s'est toutefois défendu d'amorcer une guerre contre le maire Bourque, d'autant plus qu'aucun membre de ce syndicat ne serait touché par le projet de l'administration, explique-t-il. Il s'agit plutôt d'éclairer le débat, selon M. Vézina.

«On veut attirer l'attention des médias sur la démarche de privatisation de l'eau du maire Bourque. On veut également sensibiliser les citoyens sur la démarche globale de privatisation des services municipaux», indique-t-il.

Quoi qu'il en soit, l'étiquette de la bouteille d'eau de «fabrication syndicale» en dit long sur l'analyse faite



LE DEVOIR

L'étiquette de la bouteille d'eau de «fabrication syndicale» présentée hier.

par le syndicat du projet de privatisation de l'eau montréalaise. Le maire Bourque apparaît dans un médaillon

coiffé d'une perruque fleurie, avec l'interrogation «Dernière cuvée sous Gédéon 1er?»

On souligne également que ce «Bourqu'ogne à ligoter» constitue une «appellation de plus en plus incontrôlable», une «eau limpide de gestion opaque».

«L'humour est le meilleur véhicule pour un dossier aussi délicat et sérieux», affirme Michel Vézina.

Selon ce dernier, «il est faux de prétendre que le secteur privé serait plus efficace car aucune entreprise n'a les connaissances et le savoir-faire de la Ville en ce domaine». M. Vézina, tout comme d'ailleurs le Syndicat des cols blancs qui lançait récemment une campagne publicitaire contre la privatisation, s'inquiète de l'intérêt soudain de l'entreprise privée pour la chose municipale.

«Ce n'est pas aux Montréalais de faire les frais du secteur privé en mal de développement. [...] Il est scandaleux qu'une poignée d'individus veuille en tirer des profits et en accaparer le bénéfice», soutient M. Vézina.

En effet, les firmes SNC-Lavalin et Tecsub, la multinationale Power Cor-

poration, Gaz Métropolitain ainsi que les plus importantes institutions financières et firmes de courtage en valeurs mobilières lorgnent le réseau d'aqueduc de la métropole et de l'ensemble de la province.

Le 14 novembre 1996



ALLEN MCINNIS, GAZETTE

Union vice-president Laurent Lavigne (left) presents bottled water to opposition leader André Lavallée

Bottled-up anger

Union of professionals mocks mayor's proposal to privatize city services

AARON DERFEL
THE GAZETTE

Montreal tap water is being bottled and distributed for free, but Mayor Pierre Bourque might find that hard to swallow.

That's because the city's union of professionals is promoting Montreal's water and has pasted a likeness of the mayor on the plastic bottles, labeled "Bourqu'ogne à ligoter ... best before privatization."

The label is a play of words on the name for a popular white burgundy and the phrase, "Bourque fit to be tied."

The union distributed 300 bottles yesterday to the media, community groups and opposition city councillors in mock protest against proposals to privatize the city's water supply.

A label on the back of the bottles points out that the city's water is probably the cheapest to produce in the world, at 20 cents per 1,000 litres. The average cost in the U.S. is 42 cents, 66 cents in England, 86 cents in France and 93 cents in Italy.

"There is no reason to privatize the city's water because it's of a very high quality and very cheap," said Michel Vézina, president of the 500-member Syndicat des Professionnels Municipaux de Montréal. "If a private company takes it over, we're convinced that the cost will go up and Montrealers will be left footing the bill."

The Bourque administration announced last month that it's looking at forming partnerships with the private sector to manage 47 city services - from tax collection and street sweeping to the treatment and distribution of water. The mayor said he sees this as a way of cutting costs.

However, Bourque has repeatedly denied he intends to sell off the waterworks to a private concern, saying he is considering only a partnership with a company involving the management of water. "As far as the water is concerned, there will be no privatization," the mayor said recently. "We have to be responsible for the quality of water."

Since unions and opposition councillors have raised concerns about privatization, the mayor has refrained from using the word and has chosen partnership instead.

Official opposition leader André Lavallée, who received a couple of bottles of "Bourqu'ogne à ligoter" yesterday, said he's worried a private company might be more interested in putting profit before quality in the management of water.

"Montreal has a lot to lose and little to gain by privatizing its water," Lavallée said. "Our water-treatment plants have state-of-the-art equipment and are run by very few employees. The system works well and there's no reason to tamper with it."

Vézina said that since the Paris waterworks was privatized in 1984, the cost of water production jumped by 154 per cent. During that same period, the cost of living in Paris went up by only 39 per cent.

Montreal's two filtration plants pump a total of 1.5 million cubic metres of water daily. The city sells water to several Montreal Island municipalities for 23 cents per cubic metre.

Bourque has said the city will hold public hearings next year on water privatization proposals.



PHOTO ROBERT MAILLOUX, La Presse

Une cuvée spéciale

Le syndicat des professionnels de Montréal a distribué hier 300 bouteilles d'eau portant une étiquette à l'effigie du maire de Montréal, Pierre Bourque, en guise de protestation contre ses projets de privatisation. Le nouveau produit s'appelle « Bourqu'ogne à ligoter », un jeu de mots avec Bourque. Il s'agit d'une « Appellation de plus en plus incontrôlable », ajoute l'étiquette. Sous la photo de la vieille usine de filtration, on peut lire : « Cru classé municipal depuis 1845. » « Eau limpide de gestion opaque, meilleure avant la privatisation, mise en bouteille au château d'eau de Montréal. »